



HAL
open science

Planification urbaine et participation citoyenne

Hadj Kilani Bochra

► **To cite this version:**

Hadj Kilani Bochra. Planification urbaine et participation citoyenne : Organisations de la société civile, approches participatives et planification urbaine et territoriale. Colloque international et pluridisciplinaire Société civile et observation urbaine production de la connaissance et gouvernance territoriale, lab GADEV - Université de Carthage, Nov 2021, la marsa (sidi Dhrif), Tunisie. hal-04263921

HAL Id: hal-04263921

<https://hal.science/hal-04263921>

Submitted on 31 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Prépublication : Communication colloque (preprint : fichier auteur)

Planification urbaine et participation citoyenne

Communication du Axe 2 : Organisations de la société civile, approches participatives et planification urbaine et territoriale

Bochra Hadj Kilani

Université de Carthage

ORCID ID: 0009-0000-8648-7670

Email: hadjki@gmail.com ; Tunisie

Abstract: The use of participatory methods in urban communities is increasingly popular, reflecting citizens' growing interest in involvement with urban development projects. This trend has become prominent in Tunisia, particularly following the 2011 revolution, where citizens are increasingly vocal about their desire to have input on the urban landscape and play an active role in decision-making processes. One important initiative is the implementation of the participatory budget (PB), which has garnered support from international development agencies and has been adopted by various municipalities in Tunisia. Through this process of participatory budgeting, citizens are able to submit proposals that are integrated into the municipal budget, which helps to empower local authorities and increase their autonomy.

In 2016, the municipality of Carthage implemented an Annual Investment Plan (AIP) with participation from various stakeholders. After public discussions, the plan received approval from the municipal council. Tunisia's citizen participation model draws inspiration from the German approach, emphasizing both "bottom-up" and "top-down" strategies. This paper delves into the current use of participatory methodologies in Tunisian urban communities, with a specific focus on the PB and its effects on governance, urban planning, and inclusive urban development. Additionally, it examines the challenges and potential for broader implementation in the future.

Keywords: Citizen Participation, Participatory Budget, Urban Governance, Participatory Approaches, Inclusive Urban Development.

Résumé

l'intervention a abordé l'utilisation de méthodologies participatives dans les communautés urbaines en Tunisie. L'accent a été mis sur l'importance croissante de la participation citoyenne en tant que réponse à la crise de légitimité du pouvoir, en particulier après la révolution de 2011. Le cas du budget participatif (BP) a été examiné, mis en œuvre dans plusieurs municipalités tunisiennes avec le soutien d'organisations internationales.

Une expérience allemande en autonomie locale a également été présentée, où la coopération allemande (GIZ) a élaboré un modèle de processus participatif. Les différents niveaux de participation, de l'information à la codécision, ont été expliqués, mettant en évidence comment ces niveaux peuvent se compléter pour une gouvernance locale plus inclusive.

La deuxième partie de l'intervention a exploré les tendances mondiales de la planification urbaine et territoriale, avec un accent sur l'intérêt croissant pour les approches participatives. L'importance de l'adaptation de ces approches au contexte urbain a été soulignée. Enfin, les limites des approches participatives en milieu urbain ont été examinées, notamment les questions liées à l'inclusivité et à l'équité de

la participation. Cette communication a mis en lumière l'importance de la participation citoyenne dans la planification urbaine et territoriale en Tunisie et a souligné la nécessité de développer des approches adaptées au contexte urbain pour une gouvernance territoriale plus efficace et inclusive.

Mots clés : Participation citoyenne, Budget participatif, Gouvernance territoriale, Approches participatives, inclusivité urbaine .

1. Introduction

Ces dernières années, le concept de participation citoyenne dans les projets de développement urbain a pris une place centrale, reflétant un changement mondial vers des processus décisionnels plus inclusifs et démocratiques. La Tunisie, en tant que nation ayant connu des changements politiques importants à la suite de la révolution de 2011, a vu une demande remarquable d'engagement civique actif dans la configuration des paysages urbains. Cette montée en puissance a conduit à l'introduction de divers mécanismes de participation, avec une initiative phare étant le budget participatif (BP), promu par des agences de développement internationales et adopté par plusieurs municipalités tunisiennes.

Le budget participatif représente une approche révolutionnaire qui permet aux résidents de proposer et de prioriser des projets qui deviennent des composantes intégrales des budgets municipaux. Grâce à de tels mécanismes, les autorités locales sont de plus en plus habilitées, et leur autonomie est renforcée. Un exemple notable est la municipalité de Carthage, qui a introduit un Plan d'Investissement Annuel (PIA) en 2016, impliquant divers acteurs, garantissant ainsi que les projets sont basés sur les besoins réels et les priorités de la communauté.

Cette communication vise à explorer le paysage actuel des méthodologies participatives employées dans les communautés urbaines tunisiennes, en mettant particulièrement l'accent sur le budget participatif. Elle examine l'impact de ces méthodologies sur la gouvernance urbaine, l'urbanisme, et le contexte plus large du développement urbain inclusif. De plus, elle souligne également les défis existants et le potentiel d'une adoption plus large de telles pratiques participatives à l'avenir.

Alors que nous nous engageons dans cette exploration, nous prévoyons de mettre en lumière l'interaction dynamique entre les citoyens et les autorités municipales, de découvrir des approches innovantes du développement urbain, et de préparer le terrain pour un avenir urbain plus participatif et inclusif en Tunisie.

Partie 1 : les expériences actuelles en Tunisie d'utilisation de méthodologies participatives dans les communautés urbaines.

En réponse à la crise de légitimité du pouvoir qui modifie les dynamiques entre l'Etat et la société civile, la participation citoyenne est promue (Blondiaux, 2008). Elle détient une part importante des renoncements de la population pour un renouvellement du contrat social en Tunisie. tout au long de l'après-révolution de 2011. L'adoption par les gouvernements successifs de l'Etat tunisien d'une même plateforme mettant l'accent sur la bonne gouvernance et la participation citoyenne lui permet de projeter une image de partenaire fort auprès de ses alliés internationaux.

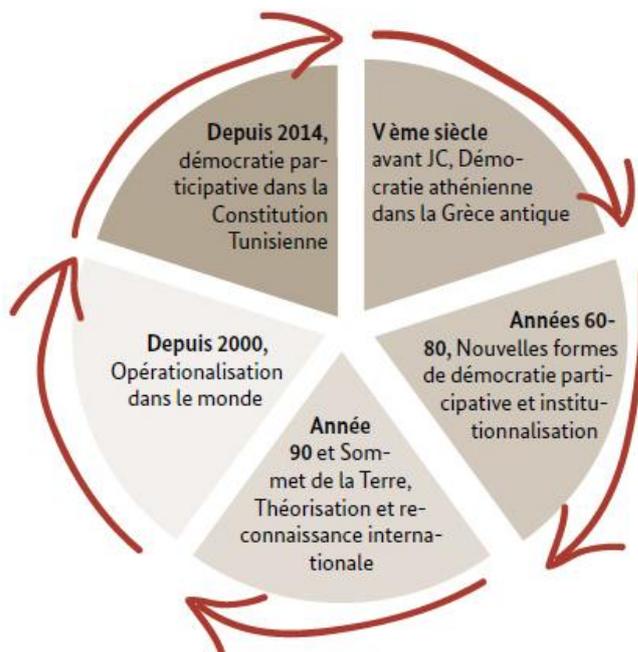


Fig1. evolution du processus de democratie participative . source : (GIZ,2014)

1-1 le budget participatif (BP) :

L'approche participative du budget (APB) est un exemple phare du modèle participatif adopté par les acteurs internationaux du développement. Les municipalités de Gabès, Tozeur, La Marsa et Menzel Bourguiba (2014), Gafsa, Sfax, Manouba et Raoued (2015), et enfin Ben Arous, El Kef et Sbeitla (2016) ont lancé un BP dans le cadre du projet " OEil sur le budget " mis en œuvre par l'association tunisienne Action associative avec le soutien de l'Agence allemande de développement (GIZ) et de la Dotation européenne pour la démocratie (EED).

La répétition des cycles de BP sur les fonds de la commune l'inscrit progressivement dans les comportements des fonctionnaires et des employés. Le montant alloué par le budget de la commune à des projets issus de propositions citoyennes place les administrations locales dans une position d'autonomie.

L'exemple de la municipalité de Carthage

La mise en place d'un PAI (Plan Annuel d'Investissement)

La ville de Carthage a mis en place un plan d'action publique en 2016. Par la suite, plusieurs réunions ont été organisées, dont une première session de sensibilisation avec les agents et cadres de la commune. Les services compétents ont réalisé un diagnostic financier et technique pour le rendre public. Ces conclusions ont été discutées lors de deux réunions participatives avant que le conseil municipal n'approuve le PAI.

L'expérience allemande des landes : L'autonomie locale en Allemagne

En 2014, la Coopération allemande au développement (GIZ) a présenté un manuel décrivant un modèle de processus participatif facilitant la participation des citoyens à la gestion des affaires municipales et à la démocratie locale. Le manuel clarifie les concepts clés et utilise un cadre méthodologique, tout en présentant des solutions pratiques issues d'expériences nationales et internationales. Ces solutions peuvent être attribuées à deux dynamiques fondamentales.

L'approche « *Bottom-Up* » ou dynamique ascendante

Les citoyens s'engagent dans la participation civique en se mobilisant collectivement, en prenant position, en plaidant et en lançant des actions qui influencent les autorités publiques dans la définition des agendas et la prise de décisions sur des questions spécifiques. Au fil du temps, ces pratiques citoyennes peuvent être institutionnalisées par des lois et des mécanismes participatifs.

L'approche « *Top-Down* » ou dynamique descendante

Les institutions de l'État encouragent, facilitent et permettent l'engagement des citoyens par le biais de politiques, de programmes et de cadres juridiques. Ce cadre est connu sous le nom d'approche institutionnelle de l'implication des citoyens. Néanmoins, même dans le cadre d'une approche "descendante", il est essentiel de tenir compte des initiatives citoyennes pour assurer l'efficacité des processus de gouvernance locale.

Le modèle de La participation citoyenne en Tunisie : (GIZ,2014)

- 1- Décentralisation, autonomie locale des communes et généralisation des communes en Tunisie
- 2- Droits de la démocratie représentative et la représentation politique des femmes et des jeunes
- 3- Libertés politiques et mécanismes de la démocratie participative

3-1 La révision de la Loi Organique des Communes en Tunisie et de la Loi Organique relative aux conseils régionaux.

3-2 Élaboration participative des Plans d'Investissements Communaux (PIC)

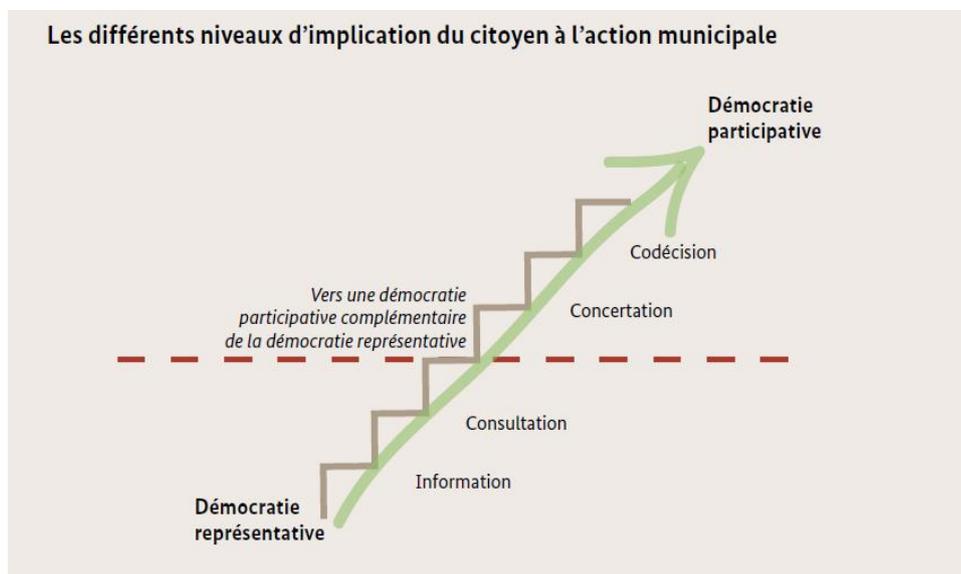


Fig 2. les échelles de la participation Inspiré du graphique « Les différents niveaux d'implication du citoyen en démocratie » de Jodelle Zetlaoui-Léger et Pierre Dimeglio, 2002. (GIZ,2014)

1- Information :

La collectivité local fournit et publie des informations sur la gestion des affaires locales et l'intérêt public, ce qui constitue une exigence fondamentale pour toute approche participative.

Un plan de marketing territorial est une composante importante d'une stratégie de communication locale qui se concentre sur le territoire municipal pour projeter une image attrayante de la ville, attirer des investissements, échanger des connaissances et promouvoir la participation active des citoyens.

Un facteur crucial pour réussir à développer une stratégie de communication est d'établir une unité de communication spécialisée qui emploie des experts qualifiés dans le domaine.

Les municipalités de Gabès et de Ben Guerdane proposent la création d'une unité de communication locale et le développement d'une stratégie et d'un plan de communication comme actions prioritaires.

L'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication comme actions prioritaires. Diverses formes d'expertise, d'études, de logiciels, de procédures, de formation et d'appui sont mobilisées par les municipalités. Les municipalités de Gabès et de Ben Guerdane proposent comme actions prioritaires la création d'une unité locale de communication et le développement d'une stratégie et d'un plan de communication. En outre, elles prévoient de revitaliser le site web statique.

Création d'un bureau des relations extérieures : Le bureau sera affilié à la sous-direction des affaires sociales et culturelles de la municipalité. Il aura quatre fonctions, à savoir les relations avec les citoyens, les relations avec les organisations de la société civile et les relations avec l'administration locale et régionale. Le bureau doit être doté d'un personnel formé et équipé de matériel informatique et audiovisuel.

L'objectif est d'obtenir une certification pour ce service. Les municipalités prévoient de répondre à deux préoccupations majeures des citoyens : le maintien de la propreté et l'obtention de permis de construire. Le département a l'intention de mener de vastes campagnes de sensibilisation du public, telles que des journées portes ouvertes et des tables rondes avec les organisations de services communautaires (CSO), afin d'encourager la responsabilité fiscale et l'esprit civique.

L'affichage public :

L'affichage public est un moyen efficace d'informer les citoyens de la commune sur un thème ou un sujet spécifique lié à l'activité du territoire.

Par exemple, à Menzel Bourguiba, un panneau d'affichage a été érigé qui présente des informations sur la communauté et la région, ainsi que des publicités pour les entreprises locales. La municipalité de Kairouan évalue actuellement son plan de communication et l'utilisation de cet outil afin d'améliorer son efficacité dans la diffusion de l'information aux citoyens.

Un panneau en aluminium a été installé à l'entrée de la ville de Kairouan.

À l'entrée de l'hôtel de ville de Kairouan, visible par tous les citoyens. Le tableau d'affichage présente les dernières nouvelles de la ville et diffuse des notifications, notamment sur les heures d'ouverture, les assemblées syndicales, les conférences du conseil, les sessions préliminaires des réunions du conseil, les appels d'offres pour les marchés publics, les ventes aux enchères et les annonces de location d'espaces commerciaux. Cette nouvelle initiative est très appréciée par les membres de la communauté.

Une diffusion supplémentaire est effectuée via le portail en ligne de la ville et les médias sociaux. Un site web municipal dynamique ou une plateforme de médias sociaux ont le potentiel d'informer et d'impliquer un grand nombre de citoyens dans les initiatives de leur gouvernement local. En outre, les citoyens peuvent assister à

une à trois réunions publiques du conseil municipal, au cours desquelles ils seront informés des points à l'ordre du jour et des discussions en cours. Dans certains cas, les citoyens peuvent également avoir la possibilité de participer en apportant leurs propres idées. Dans certaines municipalités, les réunions du conseil sont diffusées en direct ou rediffusées sur le site web de la municipalité. En outre, les résidents peuvent assister aux réunions à leur convenance.

2- Consultation :

Les autorités locales informent les citoyens sur des questions et des projets spécifiques par le biais de consultations, en sollicitant leurs opinions et leurs réactions. Les citoyens agissent en tant qu'observateurs dans ce processus, au cours duquel les autorités locales recueillent des informations sur la qualité de leurs services, les conséquences de leurs décisions politiques, et façonnent leurs choix en fonction des opinions des citoyens.

La consultation des citoyens est une forme plus participative du processus. Elle implique les citoyens et les acteurs locaux de manière plus directe et plus active dans les processus de prise de décision et d'élaboration des projets.

3- Concertation et codécision :

La collectivité locale propose d'engager un dialogue avec la communauté et d'établir des espaces désignés à cet effet. Les citoyens sont informés des décisions ou projets à venir et ont la possibilité de proposer leurs idées et d'exprimer leurs opinions.

Le gouvernement local doit tenir compte des propositions des citoyens lorsqu'il prend des décisions. Ensemble, ils collaborent sur diverses questions locales, y compris la politique. La prise de décision collaborative repose sur la confiance mutuelle entre la collectivité locale et les citoyens. La prise de décision en collaboration repose sur la confiance mutuelle entre le gouvernement local et les citoyens. Cette approche est connue sous le nom de démocratie directe. La prise de décision en collaboration repose sur la confiance mutuelle entre le gouvernement local et les citoyens.

Exemple de planification urbaine stratégique :

La planification urbaine stratégique est un outil permettant d'indiquer l'avenir souhaitable et réalisable pour le développement d'une ville ou d'une zone urbaine. Le langage utilisé est clair, objectif et neutre en termes de valeurs, évitant tout langage partial, émotionnel, figuratif ou ornemental. Le langage est formel et évite les contractions, les mots familiers et les expressions informelles avec un jargon inutile, tout en clarifiant les positions sur le sujet par le biais de la couverture. Le texte sera équilibré, sans parti pris et en utilisant un vocabulaire spécifique au sujet lorsqu'il est plus précis qu'un terme non technique similaire. Le texte est grammaticalement correct, sans fautes d'orthographe, de grammaire ou de ponctuation. Cet instrument municipal présente un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens pour le développement d'une ville ou d'une région, définissant une vision à long terme et des axes stratégiques, y compris un budget pour le développement à court, moyen et long terme et un plan d'action pour les actions prioritaires. La structure visera la clarté et la progression logique, avec des liens de causalité entre les énoncés et un flux logique d'informations.

Cet instrument municipal présente un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens pour le développement d'une ville ou d'une région, en définissant une vision à long terme et des axes stratégiques, y compris un budget pour le développement à court, moyen et long terme et un plan d'action pour les actions prioritaires. Les abréviations des termes techniques seront expliquées lors de leur première utilisation. Le ton passif et la construction impersonnelle seront utilisés, et les perspectives à la première personne seront évitées. Le texte se conformera aux guides de style et aux citations cohérentes, en marquant clairement les citations et en évitant les mots de remplissage.

La planification stratégique adopte une approche à long terme, qui s'étend généralement sur 10 à 20 ans. Cela nous permet d'envisager des approches de développement urbain durable et de favoriser des transformations authentiques.

Les deux types de stratégies que l'on peut différencier sont les suivants :

On peut distinguer deux types de stratégies :

3-1 Les stratégies de développement urbain (CDS) axées sur le territoire d'une municipalité ou d'une région urbaine, communément appelées CDS. Les dirigeants municipaux, en collaboration avec les acteurs urbains, déterminent les choix stratégiques et les actions prioritaires pour promouvoir un développement urbain durable. Cette stratégie globale englobe tous les secteurs concernés afin de modifier le cours du développement urbain. Des SDV peuvent être élaborés pour harmoniser les différentes stratégies sectorielles.

3-2 Les stratégies sectorielles se concentrent sur un domaine particulier de l'intervention municipale et conçoivent un cadre stratégique pour améliorer et développer ce secteur. Les secteurs peuvent inclure la mobilité, la jeunesse, l'économie locale ou la gestion des déchets.

Il est essentiel d'impliquer les citoyens dans la définition de la vision, des objectifs et des orientations futures de la ville lors de l'élaboration de ces stratégies. En excluant les évaluations subjectives, il est nécessaire de considérer les résidents comme des experts de leur cadre de vie dans le processus de planification urbaine. Ne pas impliquer les citoyens dans ce processus peut conduire à négliger des informations essentielles. En outre, l'implication des citoyens vise à faciliter l'ancrage des projets et des dispositifs prévus dans la ville, ainsi que leur appropriation par les citoyens.

Remarques :

Les Schémas Directeurs d'Aménagement (SDA), les Plans d'Aménagement Urbain (PAU) et les Plans d'Aménagement de détail (PAD) ont pour objectif de planifier et d'assurer la création, l'aménagement et le développement des agglomérations urbaines. Ces instruments sont centraux en matière de planification et de gestion urbaine locale dans les communes en Tunisie. Actuellement, la participation des citoyens et des habitants n'est pas effective (seul l'affichage au sein de la municipalité pendant deux mois est requis). Cependant, il est fortement recommandé d'inclure les habitants afin de prendre en compte leur « expertise » et leurs problématiques quotidiennes dans les projets de la ville. Les mécanismes de participation utilisés dans la planification stratégique peuvent être repris lors du montage de ces plans.

3--3 Besoins et ressources pour la mise en œuvre des stratégies de développement urbain (CDS)

a- La volonté

La volonté politique et le leadership au niveau local représentent l'étape initiale de la planification urbaine stratégique. Néanmoins, la mise en œuvre des SDV nécessite une équipe de gestion conjointe compétente au niveau de la commune. L'équipe doit comprendre des responsables politiques, y compris le conseil municipal, et des experts techniques, tels que les services municipaux et l'expert coordinateur. L'équipe doit également avoir accès aux informations et données clés sur la ville.

b- Des organes de pilotage et de participation bien organisés doivent exister au niveau de la commune, du district et des groupes de travail thématiques.

c- Une stratégie de communication est nécessaire pour soutenir le processus dès le début.

d- L'expertise contractuelle et/ou citoyenne dans les domaines stratégiques de la planification urbaine est cruciale. e- Il est nécessaire de disposer d'une base de données et d'un système d'information.

e- Il faut un budget dédié et un bureau de planification urbaine stratégique pour assurer une bonne gestion, un secrétariat technique, et une accessibilité et une visibilité maximales du processus.

La phase de diagnostic établie en 2012 a facilité le lancement des stratégies de développement urbain (CDS). La mise en œuvre a impliqué la formation d'un comité de pilotage et d'un comité consultatif. La méthodologie USUDS a servi de base, qui est une plateforme collaborative et un espace pour les villes intéressées par le développement urbain durable, enrichi par une approche "Faits-Défis-Projets".

Plusieurs groupes de travail, composés de divers acteurs des secteurs économiques et institutionnels, ont mené une analyse sur des thèmes clés tels que la transition démocratique, la vulnérabilité de la médina, la sous-exploitation du potentiel touristique et les facteurs de compétitivité.

L'analyse s'est également concentrée sur l'identification des principaux faits, défis et projets. En outre, deux groupes sectoriels, un groupe de jeunes et un groupe de femmes, ont examiné les défis et les projets liés aux neuf thèmes clés.

Ce plan a été élaboré à partir de consultations avec les diverses parties prenantes et les experts en la matière de la municipalité, les diverses agences gouvernementales, la société civile et les résidents.

Conclusion

Il est important de rappeler que ces quatre niveaux de participation ne sont pas nécessairement exclusifs et peuvent se compléter. De plus, ces outils n'ont pas pour objectif de subsister aux décisions du conseil municipal (qui garde son pouvoir souverain), mais de soutenir ce dernier afin de gérer la ville d'une manière plus inclusive, de garantir une légitimité démocratique et d'améliorer la crédibilité des collectivités locales.

Partie 2 : les tendances mondiales de planifications urbaine et territoriale et l'intérêt de l'approche participative

Au début des années 1990 en Europe, l'utilisation d'approches participatives dans les environnements urbains a suscité un intérêt croissant, reflétant deux tendances. Le "problème" posé était le suivant : "Comment pouvons-nous tirer des enseignements de l'expérience de ceux qui utilisent des méthodes participatives dans les zones rurales pour améliorer la recherche et le développement participatifs dans les zones urbaines ? Les premières recherches se limitaient aux zones rurales.

Notre communication s'est penchée sur plusieurs questions cruciales, telles que : "Quelles sont les approches participatives utilisées par les organisations urbaines ?

Quelles sont les approches participatives utilisées par les organisations urbaines ?

- Quelles sont les méthodes associées à ces approches ?

Quel est l'impact de ces approches et de ces méthodes sur la vie en milieu urbain, en particulier pour les personnes à faible revenu ?

L'une des méthodes employées est la MARP (méthode active de recherche et de planification participatives), qui intègre les points de vue et les pratiques des membres de la communauté.

Elle est issue de la Rapid Rural Appraisal (RRA), mise en œuvre et enseignée par d'influents chercheurs anglo-saxons R. CHAMBERS ou par certaines ONG.

Dans le contexte urbain

Dans le contexte urbain, il y a eu peu de progrès vers de telles méthodologies. Bien qu'il y ait de plus en plus d'études de cas concernant le développement des communautés urbaines, la méthodologie n'a pas fait l'objet d'une grande attention dans l'ensemble.

L'un des exemples les plus connus est peut-être l'approche adoptée par le programme Million Houses, qui a toujours utilisé une méthodologie centrée sur la participation communautaire. Ces dernières années, l'adaptation des méthodologies rurales aux projets de réaménagement urbain a suscité un intérêt croissant.

Cet intérêt couvre un large éventail d'organisations, allant de l'essai de pratiques d'évaluation de la pauvreté urbaine et d'évaluations de programmes à l'intégration de méthodes PALM (analyse du microclimat urbain) dans le programme indien d'amélioration des bidonvilles administré par l'Overseas Development Administration du Royaume-Uni.

Si les approches participatives ont été influencées par les traditions de divers secteurs, en particulier l'environnement rural, les groupes opérant dans les zones urbaines ont expérimenté à grande échelle différentes approches participatives.

À plusieurs égards, des outils et des techniques comparables utilisant des diagrammes, des cartes et des images au lieu de descriptions et d'images écrites ont été créés. S'inspirant de l'expérience urbaine et rurale, les outils et techniques spécifiques utilisés dans les zones urbaines sont les suivants :

- 1- Cartographie participative de l'habitat : (Participatory mapping of the settlement)** Cette méthode consiste à cartographier les points de repère importants du village, tels que les rivières, les routes, les centres religieux (mosquées, églises, temples, etc.) et les services publics. Elle comprend également l'identification de caractéristiques telles que la topographie. Ces cartes peuvent être dessinées par un groupe d'habitants et d'informateurs locaux dans n'importe quel espace ouvert du village. La cartographie participative de l'habitat est devenue un outil efficace pour la planification urbaine participative. Elle peut être utilisée dans le cas de logements informels pour la collecte d'informations très détaillées.

Le premier cas présenté ici est celui publié par (Falco et al ,2019) l'utilisation de « Google My Maps » a été choisi en raison de sa grande disponibilité, de sa simplicité et de son accès gratuit. Cette option de cartographie nous a permis d'exporter toutes les informations et tous les attributs spatiaux au format KML pour les utiliser dans un logiciel SIG (pour lequel nous avons utilisé QGIS). Après avoir suivi les cours de cartographie participative avec les agents du secteur, les données spatiales résultantes ont été vérifiées pour détecter les inexactitudes telles que la double cartographie des caractéristiques, les polygones incomplets et les informations manquantes. Les résultats résument les corridors de Catia Sur et 23 de Enero-San Juan comme étant les plus réussis en termes de qualité de la cartographie, de quantité de données collectées et de participation à l'atelier.

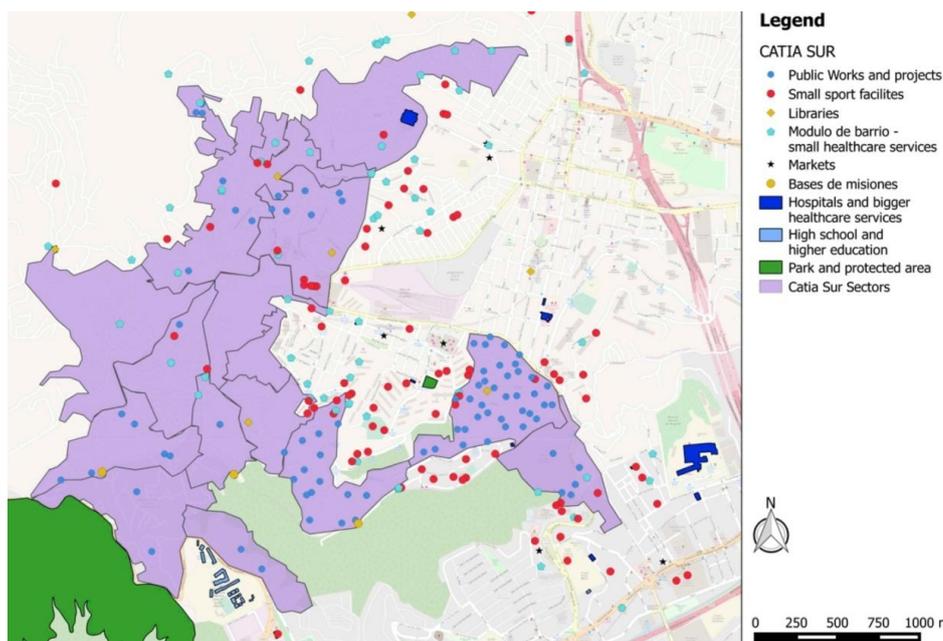


Fig3. Cartographie participative (sur le Web) pour le « quartier spontané » catia sur (150.000 h)a cracas Venezuela (Falco et al ,2019)

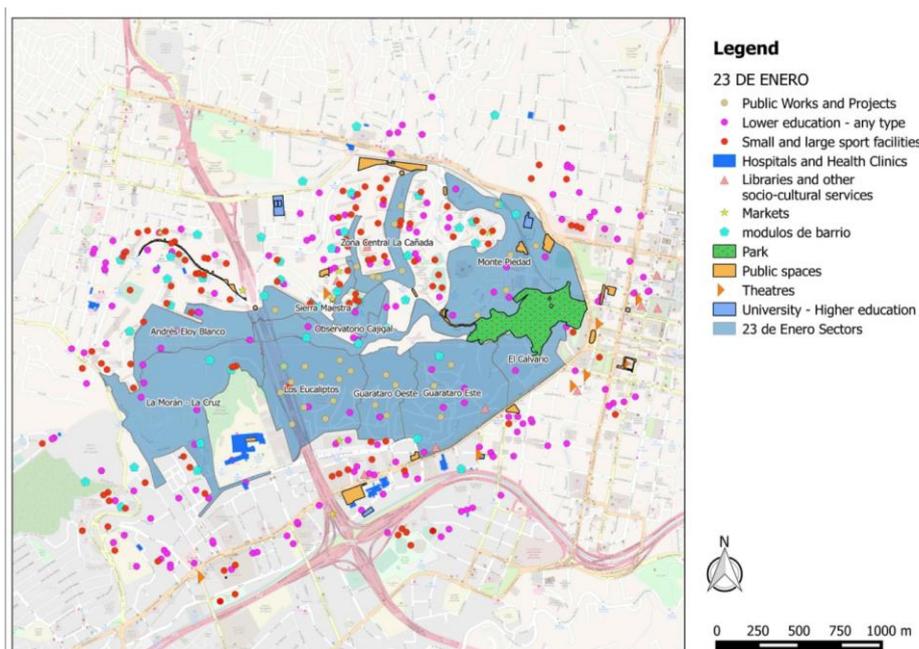


Fig 4.Cartographie participative (sur le Web) pour le « quartier spontané » enero (130.000) a cracas Venezuela (Falco et al ,2019)

La majorité des travaux et projets publics sont exécutés et planifiés pour les secteurs les plus proches des zones formelles (par opposition aux zones informelles) de la ville, comme La Silsa, Nazareno et La Moran (voir la figure 3 ci-dessus). Dans le cas de Catia Sur, il y a une pénurie d'écoles dans les limites du corridor.

Cela contraste avec les résultats du processus de cartographie participative pour le corridor 23 de Enero, dans lequel les établissements d'enseignement étaient les éléments les plus fréquemment cartographiés. (voir la figure 4 ci-dessus).

2- Modélisation collective de nouveaux modèles de logements

La modélisation collective de nouveaux modèles de logements peut mieux répondre aux besoins des résidents. Les modèles peuvent ensuite être discutés et révisés avec différents groupes communautaires afin d'identifier l'option préférée. De nombreux cabinets d'architectes ont participé à ce type de conception participative, en commençant par l'Espagne en 2017 avec AmadeusDap, suivi par ANA Architecten aux Pays-Bas en 2018, et Mole Architects au Royaume-Uni.



Fig 5. La Borda cooperative housing – © architect: AumedesDAP - Barcelone Espagne – 2017 conception (2018 achevé)

3- Planification collective des nouvelles implantations : Répondre aux besoins des résidents

L'objectif de la planification collective est de concevoir de nouveaux quartiers qui répondent aux besoins de leurs habitants. La première étape consiste à établir un plan d'implantation, après quoi les habitants peuvent discuter des moyens de modifier les bâtiments, de redessiner les parcelles ou d'améliorer les services. Ce processus leur permet de déterminer comment et où ils souhaitent s'installer.

Le Neighborhood Revitalization Program (NRP) a été lancé à Minneapolis en 1990, puis à Seattle en 1994, marquant les premières tentatives de planification collective aux États-Unis.

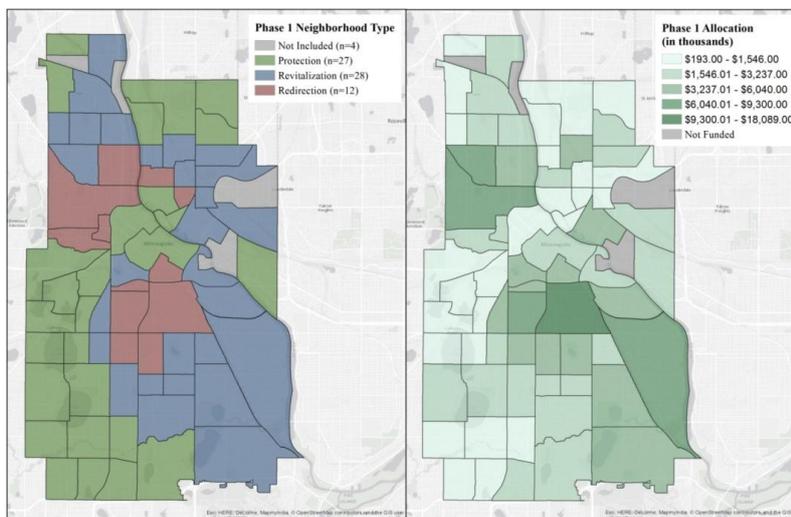


Figure 5: Phase 1 Neighborhood Types Source: (City of Minneapolis n.d.)

Figure 6: Phase 1 Neighborhood Allocations in Dollars per Household Source: (City of Minneapolis n.d.)

Fig 6. NRP (Neighborhood Revitalization Program) a Minneapolis en 1990 (Holzer,2017)

4- Identification collective des ressources.

La communauté doit identifier collectivement les ressources, telles que l'accès, la gestion, le contrôle, les sources de revenus, la santé et les connexions rurales. Les petits groupes peuvent utiliser des diagrammes circulaires pour représenter le pourcentage de la communauté qui travaille dans diverses professions.

Par exemple, Haugh et Pardy (1999) ont examiné un projet visant à faire revivre des villages écossais défavorisés. Le projet Villages in Control visait à contrer le déclin de l'emploi dans la région en mobilisant la population. Les acteurs locaux ont travaillé pendant deux ans aux côtés de facilitateurs pour élaborer un plan économique stratégique et identifier les opportunités. Comme le notent Haugh et Pardy (1999), certaines communautés ont besoin d'être guidées dans l'identification des opportunités entrepreneuriales afin de stimuler l'esprit d'entreprise au niveau régional.

Partie 3 : Limites des approches participatives dans le milieu urbain :

Dans le monde entier, les approches de recherche et de développement participatives sont appliquées de plus en plus fréquemment dans des contextes urbains, avec plus ou moins de succès. Comme le montrent les cas d'études présentés ci-dessus, certaines approches participatives ont eu un effet profond sur les communautés locales au sein desquelles elles ont été employées, ainsi que sur les populations locales. Et les agences de soutien externes qui les ont promues. En renforçant le processus de prise de décision locale, ces approches ont permis aux populations locales d'être :

- Capables de négocier d'égal à égal avec le gouvernement et les autres organismes.
- Capables de concevoir et de lancer des stratégies pour améliorer leur situation.
- Capables de répondre aux conflits au sein de la communauté et de les résoudre.

Les expériences menées jusqu'à présent ont fait apparaître un certain nombre de questions concernant l'utilisation des approches participatives dans les zones urbaines.

Premièrement, quel est le délai approprié pour assurer une participation locale active et établir des processus de développement durable ?

Deuxièmement, dans quelle mesure ces approches sont-elles réellement participatives ?

Enfin, comment les programmes de développement axés sur la population et pilotés localement peuvent-ils être liés aux structures de planification de niveau supérieur ?

Bien qu'issus d'une tradition méthodologique dont la caractéristique essentielle était la capacité à collecter des données de qualité dans peu de temps, contrairement à des formes plus conventionnelles de collecte d'informations, comme les enquêtes formelles, les enquêtes participatives, lorsqu'elles sont considérées comme faisant partie d'un processus plus large de développement social et de transformation institutionnelle, prennent en fait beaucoup de temps.

Comme l'évaluation rapide a évolué vers et fusionné avec le développement participatif, la vitesse d'exécution a perdu beaucoup de son importance. L'établissement de programmes et de procédures de développement durable est un processus lent, et chronophage.

Le développement communautaire est un processus complexe et des réserves ont été exprimées quant à la nature de la participation dans le cadre de ces programmes.

Qui participe réellement et qui est exclu ?

Quelle voix est entendue et quelle voix est réduite au silence ou ignorée ?

Il est rare, voire impossible, que 100 % de la population locale participera à tous les aspects de l'analyse du diagnostic, de la planification, de la mise en œuvre, et ainsi de suite.

Mosse (1994) suggère que les approches participatives ne peuvent être appliquées rapidement que si tous les habitants de la communauté comprennent les facilitateurs externes qui interagissent avec eux.

En outre, il affirme que la participation communautaire est susceptible de profiter aux groupes les plus forts de la communauté qui représentent leurs intérêts privés comme des préoccupations publiques.

IL faut s'efforcer d'impliquer et de responsabiliser les groupes marginalisés par le biais de consultations approfondies, en offrant aux individus moins puissants des occasions non menaçantes d'exprimer leurs opinions et de contester les points de vue dominants, et en transformant les situations potentiellement conflictuelles en situations mutuellement bénéfiques qui ne nuisent à personne.

Il n'y a pas de voie rapide pour réussir dans cette entreprise ; elle exige un investissement substantiel en temps, des efforts soutenus et une compréhension approfondie de la dynamique sociale régionale.

Conclusion

Malgré ces préoccupations, on constate un intérêt croissant pour l'utilisation d'approches participatives dans les programmes d'amélioration des quartiers, tant en milieu urbain que rural. Les expériences décrites ici reflètent une nouvelle orientation pour les méthodologies de recherche et de développement participatifs qui sont utilisées par des organisations gouvernementales, non gouvernementales et communautaires.

L'ampleur de l'intérêt actuel et l'acceptation généralisée du développement rural laissent penser que leur application continuera de croître dans les zones urbaines. Le défi consiste à faire en sorte que l'adoption et l'utilisation de ces approches participatives s'accompagnent de nouvelles institutions et politiques qui soutiennent et pérennisent le processus.

Partie 4 : l'application future des approches participatives dans les communautés urbaines en Tunisie

Depuis la révolution de 2011, les habitants sont de plus en plus sollicités pour jouer un rôle plus actif dans les projets de développement. Les méthodes de collaboration gagnent en popularité et la préférence des habitants pour travailler avec les promoteurs plutôt que pour eux entraîne une réévaluation des pratiques de planification urbaine. Les habitants veulent participer directement aux affaires de la ville et ne plus avoir besoin de représentants politiques pour exprimer leurs demandes et leurs besoins.

En réalité, aucune approche participative n'a été appliquée au développement urbain. Plusieurs études et guides pratiques, financés par l'Union européenne et la BEI, ont été publiés.

L'introduction d'expériences participatives a permis d'accroître la cohésion des efforts et l'engagement des acteurs de base dans les initiatives de développement et de mise en valeur des ressources. Cependant, l'impact sur le territoire a été limité, à l'exception de quelques actions locales menées dans le cadre de la coopération, qui n'ont pas pu être généralisées.

Conclusion

Cette présentation met en évidence l'importance croissante de l'implication des citoyens dans les projets de développement urbain en Tunisie, en particulier dans le domaine du budget participatif. Il est clair que la démocratie participative est en plein essor en Tunisie, ce qui se traduit par des avantages tangibles en matière de gouvernance urbaine, de planification et de développement inclusif. Les instruments participatifs, tels que le budget participatif, ont facilité une meilleure compréhension des besoins et des priorités des communautés locales. Cette compréhension conduit à son tour à une distribution plus efficace des ressources municipales.

Néanmoins, il existe des défis à relever, notamment en ce qui concerne la sensibilisation, la formation et la participation équitable de tous les groupes sociaux. Si l'instauration d'une démocratie participative pleinement enracinée présente des obstacles, elle offre également des opportunités.

Il est essentiel de poursuivre les recherches afin d'étudier les effets à long terme des méthodologies participatives sur les quartiers et les villes de Tunisie. Les études longitudinales peuvent révéler des tendances émergentes et des transformations sociales et économiques significatives. En outre, une comparaison avec d'autres pays en développement au niveau international pourrait fournir des connaissances utiles sur les meilleures approches et les enseignements à tirer.

Pour les pays en développement, cette communication propose que l'implication des citoyens dans le développement urbain soit une force motrice influente pour le changement. Il est recommandé aux gouvernements et aux organisations internationales de mettre en œuvre des méthodes comparables pour promouvoir un développement équitable et une démocratie participative.

La voie vers un avenir urbain plus juste et plus collaboratif a été tracée et il incombe désormais aux chercheurs, aux praticiens et aux décideurs politiques de poursuivre sur cette voie encourageante en vue d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de renforcer la démocratie à l'échelle mondiale.

Bibliographie:

- Aylett, A. (2010), Conflict, Collaboration, and Climate Change: Participatory Democracy and Urban Environmental Struggles in Durban, South Africa. *International Journal of Urban and Regional Research*, 34: 478–495.
- Blondiaux Loïc, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, no18, 2001.
- Desa, G., and Koch, J.L. (2014), Scaling Social Impact: Building Sustainable Social Ventures at the Base-of-the-Pyramid, *Journal of Social Entrepreneurship*, 5:2: 146–174, DOI: 10.1080/19420676.2013.871325.
- Docì, G., Vasileiadou, E., and Petersen, A.C. (2015), Exploring the Transition Potential of Renewable Energy Communities, *Futures*, 66: 85–95.
- Dowling, R., McGuirk, P., and Bulkeley, H. (2014), Retrofitting Cities: Local Governance in Sydney, Australia, *Cities*, 38: 18–24.
- Falco, E. (2016). Digital community planning: The open source way to the top of a firm's ladder. *International Journal of E-Planning Research*, 5(2), 1–22. <https://doi.org/10.4018/978-1-5225-7030-1.ch067>.
- Falco, E., & Kleinhans, R. (2018a). Digital participatory platforms for co-production in urban development. A systematic review. *International Journal of E-Planning Research*, 7(3), 1–27. <https://doi.org/10.4018/IJEPR.2018070105>.
- Flint, R.W. (2013), *Practice of Sustainable Community Development, A Participatory Framework for Change*, Berlin: Springer.
- Ferguson, N. (2013), *The Great Degeneration, How Institutions Decay and Economies Die*. Penguin Publishers.
- Foo, K., Martin, D., Wool, C., and Polsky, C. (2014), The Production of Urban Vacant Land: Relational Placemaking in Boston, MA Neighborhoods, *Cities*, 40: 175–182.
- Forrest, N., and Wiek, A. (2015), Success Factors and Strategies for Sustainability Transitions of Small-Scale Communities – Evidence from a Cross-Case Analysis, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 17: 22–40.
- GIZ-Programme CoMun, « La participation des jeunes »
www.co-mun.net/comun-sur-place/tunisie/documentations-de-travail/participation-des-jeunes
- GIZ-Programme CoMun, « Concours d'idées "les jeunes en CoMun" »
<http://co-mun.net/nos-themes/la-democratie-locale/concours-d-idees>
- Griffin, L. (2010), Governance Innovation for Sustainability: Exploring the Tensions and Dilemmas, *Environmental Policy and Governance* 20(6): 365–369.
- Haapio, A. (2012), Towards Sustainable Urban Communities, *Environmental Impact Assessment Review*, 32: 165–169.
- Hurard Marine, *La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe*, Collection Working Paper, Think Tank Européen pour la Solidarité, 2011
- Loorbach, D., Frantzeskaki, N., and Avelino, F. (2017), Sustainability Transitions Research: Transforming Science and Practice for Societal Change, *Annual Review of Environment and Resources*, 42(November).

- Magnani, N and Osti, G. (2016), Does Civil Society Matter? Challenges and Strategies of Grassroots Initiatives in Italy's Energy Transition, *Energy Research and Social Science*, 13: 148–157.
- Mehmood, A. (2016), Of Resilient Places: Planning for Urban Resilience, *European Planning Studies*, 24(2); 407–419, <http://dx.doi.org/10.1080/09654313.2015.1082980>
- Mitlin, D., & Thompson, J. (1995). Participatory approaches in urban areas: strengthening civil society or reinforcing the status quo?. *Environment and urbanization*, 7(1), 231-250.
- Meng, M., Koh, P.P., Wong, Y.D., and Zhong, Y.H. (2014), Influences of Urban Characteristics on Cycling: Experiences of Four Cities, *Sustainable Cities and Society*, 13: 78–88.
- Napawan, N.C. (2016), Complexity in Urban Agriculture: The Role of Landscape Typologies in Promoting Urban Agriculture's Growth, *Journal of Urbanism: International Research on Placemaking and Urban Sustainability*, 9(1): 19–38, DOI:10.1080/17549175.2014.950317
- Newman, J. (2014), Landscapes of Antagonism: Local Governance, Neoliberalism and Austerity, *Urban Studies*, 51(15): 3290–3305.
- Orhangazi, O. (2014), Contours of Alternative Policy Making in Venezuela, *Review of Radical Political Economics*, 46: 221.
- Peck, J., Theodore, N., and Brenner, N. (2013), Neoliberal Urbanism Redux? *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(3): 1091–1099. DOI:10.1111/1468–2427.12066
- Räthzel, N., Uzzell, D., Lundstrom, R., and Leandro, B. (2015), The Space of Civil Society and the Practices of Resistance and Subordination, *Journal of Civil Society*, 11(2): 154–169.
- Seyfang, G., Longhurst, N. (2013) Desperately Seeking Niches: Grassroots Innovations and Niche Development in the Community Currency Field, *Global Environmental Change*, 23(5): 881–891. DOI: 10.1016/j.gloenvcha.2013.02.007
- Seyfang, G., and Smith A. (2007), Grassroots Innovations for Sustainable Development: Towards a New Research and Policy Agenda, *Environmental Politics*, 16(4): 584–603.
- Smith, A. (2012) Civil Society in Sustainable Energy Transitions in Verbong, G. and Loorbach, D. (eds.) *Governing the Energy Transition: Reality, Illusion or Necessity?* Routledge Studies in Sustainability Transitions. New York: Routledge, pp. 180–202.
- Verdini, G. (2015), Is the Incipient Chinese Civil Society Playing a Role in Regenerating Historic Urban Areas? Evidence from Nanjing, Suzhou and Shanghai, *Habitat International*, 50: 366–372.
- Ville d'Agareb – Conseil de citoyens • www.actionassociative.org
- Ville de Ben Guerdane – Stratégie de communication • www.actionassociative.org
- Ville de Gabès – Stratégie de communication et Participation à la budgétisation • www.commune-gabes.gov.tn • www.actionassociative.org
- Ville de Kairouan – Affichage public et Gestion des plaintes Fatma ZAGHOUBANI, La Presse 11/05/2013, • www.lapresse.tn/12052013/67028/faciliter-lacomunication-entre-les-citoyens-et-la-commune.html • www.fixkairouan.org
- Ville de Kasserine – Table ronde • www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Exemples_de_projets/Creation_d_emplois_dans_les_regions_defavorisees_de_Tunisie
- Ville de Menzel-Bourguiba – Affichage Public, et Evaluation citoyenne • www.commune-menzelbourguiba.gov.tn

Walker, J.S., Koroloff, N., and Mehess, S.J. (2014), Community and State Systems Change Associated with the Healthy Transitions Initiative, *Journal of Behavioral Health Services and Research*, 254– 271, DOI: 10.1007/s11414-014-9452-5

Wratten, Ellen (1994), “Bottom-up planning for urban development: the Development Planning for Real pilot” in RRA Notes 21, Special Issue on Participatory Tools and Techniques for Urban Areas, International Institute for Environment and Development, London.